



JEAN-LUC MÉLENCHON

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Hausse du smic à 1 400 € dans l'État et les collectivités territoriales	7,4	-10,0	Baisse de l'imposition pour 92 % des moins riches
Hausse de 10 % du point d'indice de la fonction publique (hors éducation)	14	-5,0	Baisse du taux de TVA sur tous les produits de première nécessité de 10 et 5,5 % à 5 %
Garantie d'autonomie (hors jeune)	27,2	10,0	ISF rétabli et renforcé (en termes de taux et de pénalisation écologique)
Mesures pour former et éduquer : +160 000 enseignants, +300 nouveaux lycées professionnels, maritimes et agricoles	8,85	17,0	Impôt sur l'héritage (DMTG) réformé pour financer la garantie jeune
Rattraper la perte de pouvoir d'achat sur les 10 dernières années pour les enseignants	10,95	13,3	Imposition à 100 % des héritages au-dessus de 12 millions d'euros
Garantie d'autonomie jeunesse	9,5	5,0	Impôt sur le revenu à 14 tranches – impôt universel –, taux marginal à 90 %
100 % Sécurité sociale (intégration des mutuelles à la sécu)	39,3	11,0	Suppression du quotient conjugal
Reconstruire l'hôpital public (+100 000 soignants et hausse de 5 % par an du budget hospitalier)	20	25,7	Cotisations supplémentaires de Sécurité sociale pour financer le 100 % sécu
Prise en charge du grand âge et de la dépendance (+240 000 recrutements) et revalorisation des métiers du grand âge	11,2	26	Impôt universel sur les multinationales
Investissement dans l'énergie	10,5	10	Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale
Créer une garantie de l'emploi : tout chômeur de longue durée pourra se voir proposer d'être embauché au smic – revalorisé – dans un secteur d'urgence	10	11	Progressivisation de l'IS et taux marginal remonté à 33,3 %
Retraite à 60 ans, revalorisation des pensions, minimum vieillesse...	33,2	20	Suppression des niches fiscales inefficaces (Cice, CIR, etc.)
Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des jeux, etc.)	12	10	Suppression des niches fiscales réputées injustes ou polluantes
Encadrement des dépassements d'honoraires et baisse des frais de gestion des complémentaires santé, suppression des niches sur les mutuelles	-13,6	20	Taxer les entreprises ne respectant pas l'égalité homme-femme
Autres (conscription citoyenne, reconstruction industrielle, recrutement de 12 000 policiers, etc.)	58,6	29	Autres (baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, taxe sur la surconsommation d'eau, etc.)
Total dépenses	259,1	193	Total recettes
BILAN DÉFICITAIRE : solde négatif de 66,1 milliards d'euros en 2027			

Chiffres sur un an, en 2027, pour tous les tableaux. Les projets d'investissements, de nationalisations ou de privatisations ont été étalés sur la période.

En couverture



FABIEN ROUSSEL

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Fonds publics pour faire baisser les taux d'intérêt bancaires des TPE-PME	20	18	Effet de la réduction à zéro du chômage et du sous-emploi en termes de recettes fiscales
Statut des proches aidants	2	30	Suppression des niches fiscales
Augmentation du budget de l'Éducation nationale	24,8	2,0	Lutte contre la fraude sociale
Augmentation du budget de l'Enseignement supérieur	6	5	Lutte contre la fraude fiscale
Mise en place d'un fonds écologique et social	14	22,0	Suppression des exonérations sociales
Hausse des dépenses (collectivités locales et Sécurité sociale)	26	8	Triplement de l'ISF (prise en cause des risques d'évasion fiscale)
Fonds pour repas bio dans les cantines à prix modique	10	2	Contribution de solidarité Casa-ACT de 2 % des dividendes
500 000 embauches dans les trois fonctions publiques	27	15	Prélèvement compensatoire : taxe flottante sur Total
Plan de développement des services publics	60	-15	Taxe flottante sur les carburants
Nationalisations	20,2	-4,2	Baisse de la TVA à 5,5 % sur l'énergie
Retour à la retraite à 60 ans à taux plein	27	-1,4	Suppression de la TVA sur les taxes énergétiques
Nouveau service de l'emploi	40	50	Croissance dynamique des prélèvements obligatoires
Loi de programmation pour la rénovation des logements	10		
Total dépenses	287	131,4	Total recettes
BILAN DÉFICITAIRE : solde négatif de 155,6 milliards d'euros en 2027			

SOURCE : IFRAP

SOURCE : IFRAP



ÉRIC ZEMMOUR

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Créer une garde des frontières à statut militaire	0,2	-8,2	Baisser la CSG pour les salaires sous le salaire médian
Renvoyer les étrangers indésirables	1,1	-1,0	Exonérer de CSG les petites retraites
10 000 places de prison supplémentaires	1,4	-0,8	Rétablir la demi-part fiscale des veuves/veufs
Recruter 3 000 magistrats et 3 000 greffiers	0,5	-3,2	Supprimer la redevance audiovisuelle
Hausse du budget des armées à 70 Mds € d'ici à 2030	18,0	-4,1	Fin des droits de mutation pour les primo-accédants et déductibilité à 50 % des intérêts d'emprunt
Revaloriser le salaire des enseignants	1,0	-0,5	Exonérer d'IFI la résidence principale
Rétablir l'universalité des allocations familiales	0,6	-1,2	Défiscaliser la participation
Verser une bourse de naissance de 10 000 €	2,4	-3,0	Relever le plafond du taux réduit d'IS (300 k€)
Construire 60 000 places en crèche	0,8	-1,4	Exonérer d'impôts la transmission d'une entreprise par donation ou succession
Investir 2 milliards d'euros pour le patrimoine	0,4	-1,9	Fin des droits de succession pour 95 % des Français
Revaloriser les infirmiers et soignants à domicile en augmentant de 10 % leur rémunération	0,7	-0,6	Étendre le dispositif IFI-PME
Recruter 50 000 AESH	1,7	-2,7	Doubler le plafond du quotient familial
Déconjugaliser l'AAH	0,7	-1,0	Exonérer de cotisations salariales les heures sup.
Construire 400 000 places en Ehpad d'ici à 2030	1,5	-30,0	Réduire les impôts de production
Recruter 1 000 médecins salariés	0,1	-1,5	Baisser le taux de l'IS à 15 % pour les petites entreprises, les commerçants, les agriculteurs...
Économies sur le budget de l'État	-15	15	Lutte contre les fraudes sociale et fiscale
Suppression des prestations non contributives pour les étrangers hors UE	-10	3,1	Retour d'IS sur les impôts de production
Économies sur le budget des collectivités	-15	5	Gain de TVA lié aux allègements fiscaux des ménages
Départ à la retraite à 64 ans d'ici à 2030	-10	17,9	IS lié à l'augmentation de l'activité
Autres	1,4	-2,5	Autres
Total dépenses	-17,6	-22,5	Total recettes

BILAN DÉFICITAIRE : solde négatif de 4,9 milliards d'euros en 2027

SOURCE : IFRAP



MARINE LE PEN

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Gratuité totale des transports en commun pour les 18-25 ans aux heures creuses	0,6	-3,6	Exonération de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans
Prime pour les étudiants salariés (conditionnelle à leur réussite aux examens)	1	-0,9	Exonération de l'impôt sur les sociétés pour les créateurs de moins de 30 ans
Revalorisation de la rémunération des apprentis	2,2	-12	Abaissier la TVA à 5,5 % sur les carburants et l'énergie
Instauration d'un service national du patrimoine	0,3	-3,2	Suppression de la redevance audiovisuelle
+10 000 postes de sécurité intérieure (7 000 policiers et gendarmes, 3 000 administratifs)	0,5	-3	Pleine part fiscale dès le 2 ^e enfant
Mesures en faveur de la sécurité (hors personnels)	1	-1	Retour de la demi-part fiscale pour les veufs et les veuves
Recruter 1 000 magistrats, 1 000 greffiers et assistants juridiques	0,15	0	Exonération des cotisations patronales jusqu'à 3 smics pour toute hausse de salaire de 10 % (uniquement sur la hausse)
Créer 20 000 places de prison en 6 ans et 7 000 postes d'agents pénitentiaires	2,7	-0,18	Suppression de la taxe à l'essieu (TSVR)
Retour à la retraite à 60 ans et 40 années de cotisation pour ceux qui ont travaillé avant 20 ans	9,6	-1,5	Baisse de la fiscalité sur les transmissions en fonction du nombre d'enfants
Réindexation des retraites	7	-6,7	Suppression de la CFE
Revalorisation des personnels soignants	2	-3,28	Suppression de la C3S « dans les zones de relocalisation » où il faut créer de l'emploi (fléchage vers les TPE-PME)
Revalorisation des enseignants	4	-5	Réduction de la TICFE
Prêt de 100 000 € d'accès à la propriété aux jeunes parents non remboursable après la naissance du 3 ^e enfant	1,6	0,6	Produits de privatisation de l'audiovisuel public
Hausse des dépenses militaires	14	4	Boni sur l'assurance-chômage liés à la réforme des retraites
Mise en place d'un fonds souverain (nationalisation des autoroutes, nucléaire et investissement en santé)	11,92	5	Baisse de la contribution de la France à l'UE (montant inconnu)
Arrêter les subventions sur les éoliennes et les énergies intermittentes	-5	3,4	Impôt sur la fortune financière (IFF) en remplacement de l'IFI
Économies sur la cession de France Télévisions	-0,946	15	Lutte contre la fraude sociale et fiscale
Mesures de préférence nationale pour les prestations	-20	0,19	Produit de cession de la vente de France Télévisions
10 % d'économie sur les dépenses des agences de l'État	-8	3	Retour en TVA
Sortie de périmètre de l'audiovisuel public	-5		
Total dépenses	19,6	-9,2	Total recettes

BILAN DÉFICITAIRE : solde négatif de 28,8 milliards d'euros en 2027 (16,9 milliards hors fond souverain)

SOURCE : IFRAP



VALÉRIE PÉCRESSÉ

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Remise à niveau de notre effort de défense	6	-2,3	Réforme successorale (choc de transmission et de donation)
Augmentation des budgets des tribunaux	3	-7	Revalorisation des salaires (via des baisses de charges)
Programme pénitentiaire	2	-2,5	Suppression partielle de la contribution à l'audiovisuel public
Remise à niveau en matière de sécurité intérieure	1	-0,5	Baïcco de la TVA sur la consommation électrique et les biens culturels
Éducation et santé	3	-0,2	Abattement de 50 % de l'IFI sur la résidence principale
Amélioration de la politique du handicap et de la dépendance	1,7	-1,6	PTZ, aide à l'investissement de proximité, agriculture
Renforcement de la politique familiale	3,4	-10	Baisse des impôts de production
Augmentation des petites retraites au niveau du smic net	1	0	Convertir les RTT en salaire, sans limites et sans charges patronales, pour les salariés qui le souhaitent
Revenu « jeune actif »	1	3	Réforme de l'État actionnaire
Augmentation des mesures liées à l'environnement	1,7	7,5	Lutte contre la fraude fiscale
Réforme des retraites	-14	7,5	Lutte contre la fraude sociale
Réduction du nombre de fonctionnaires	-9,1	5	Rationalisation des niches fiscales et prestations
Dénormage et suppression d'organismes publics	-1,5	2	Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production
Réforme de l'assurance-chômage et du RSA	-5	-0,5	Doublément du crédit d'impôt « services à la personne »
Baisse des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales	-3,5	-0,2	Doublément du crédit d'impôt des pensions alimentaires
Suppression des aides inefficaces aux entreprises (10 %)	-15		
Aides sociales et AME à partir de 5 ans de résidence régulière	-3,5		
Rationalisation des dispositifs immobiliers	-2,5		
Total dépenses	-30,3	+0,2	Total recettes

BILAN EXCÉDENTAIRE : solde positif de 30,5 milliards d'euros en 2027

SOURCE : IFRAP



EMMANUEL MACRON

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Réorientation de la LPM après 2025	3	-1	Baisses des charges sur le travail des indépendants
Mesures nouvelles pour le ministère de la Justice	1	-3,2	Suppression de la redevance audiovisuelle
Éducation et jeunesse hors masse salariale	6	-3	Modification des droits de succession (réforme barémique ligne directe et indirecte)
Masse salariale éducation et jeunesse	6	-7	Suppression de la CVAE pour les entreprises (suppression de la part région)
Moyens additionnels sur la santé et la dépendance	8	0	Triplement de la « prime Macron » Pepa
Mesures relatives au travail	1	5	IS minimal sur les multinationales
Transition écologique et nucléaire	10	5	Lutte contre la fraude
Politique familiale (augmentation de 50 % de l'allocation de soutien familial, etc.)	5	15	Baisse des niches fiscales et sociales
Augmentation du point de fonction publique : 2 points	4	18	Effet attendu de la dynamique des recettes liées à un taux de chômage frictionnel de 5 %
Mesures de sécurité intérieure Lopmi	4,51	1,7	Retour d'IS lié à la suppression de la CVAE
Minimum retraite à 1 100 €	2		
Autres mesures d'accommodement de la réforme des retraites	4		
Report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans	-15		
Réforme de l'assurance-chômage	-6		
Simplification, administration électronique	-5		
Baisse des coûts de fonctionnement et de gestion	-5		
Baisse des dépenses de chômage liées à l'atteinte du chômage frictionnel	-10		
Baisse des dépenses des collectivités territoriales (via contractualisation)	-10		
Total dépenses	3,5	30,5	Total recettes

BILAN EXCÉDENTAIRE : un solde positif de 27 milliards d'euros en 2027

SOURCE : IFRAP



YANNICK JADOT

(mesures chiffrables - en milliards d'euros)

	Dépenses	Recettes	
Mesures de « réparation du service public » (école, police, justice, hôpital)	22	-10,8	Réduction de la cotisation d'impôt sur le revenu (IR) pour les plus modestes et les classes moyennes
Santé (pour un second Ségur de la Santé)	8	13	Suppression de niches fiscales néfastes pour le climat
Instauration d'un revenu citoyen dès 18 ans (918 €/mois)	20	12	ISF climatique
Protection sociale	16	5	Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale
Plan d'investissement dans la transition écologique	25	4	Fiscalité sur les successions
Fonds de soutien à la réindustrialisation/relocalisation	2,5	4	Flat tax et impôt sur le revenu
Accompagnement de la transition écologique des acteurs économiques concernés	9	10	Imposition des entreprises (rétablissement des taxes de production supprimées)
Suppression de la compensation aux collectivités locales/impôts de production	-10	7,2	Suppression partielle du quotient conjugal
Conditionnement des aides publiques au climat et à l'égalité homme-femme	-5	3,6	Création d'une tranche d'imposition à 60 % à l'IR
		11,2	Autres (taxation des multinationales, légalisation du cannabis...)
Total dépenses	87,5	59,2	Total recettes

BILAN DÉFICITAIRE : solde négatif de 28,3 milliards d'euros en 2027